

Mario Draghi, un gouverneur au service de l'empire financier

Par Jacques Cheminade

Ancien candidat français à la présidence de la République

Sur la chaîne de télévision ARTE, le 4 septembre 2012, Jean-Claude Tricher, ancien gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE), est interrogé sur le système financier international. Il répond d'abord d'une façon générale à une question sur la responsabilité du monde de la finance, qui va, admet-il, contre les valeurs du peuple souverain. Ensuite vient le plus révélateur. Lorsque le cas de son successeur, Mario Draghi, est abordé, il arrête tout : « *Stop, je réfléchis. Je ne m'attendais pas à cette question. Moi je ne veux pas répondre. Ne me posez pas cette question* ». Cette scène étonnante peut encore être vue aujourd'hui sur le site www.arretsurimages.net.

Il faut que la réputation de M. Draghi soit pour le moins sujette à caution pour que son successeur, issu pourtant du même monde, refuse de lui accorder un certificat de vertu et témoigne par sa dérobade qu'il n'en pense pas du bien. En effet, le cas de Mario Draghi démontre à quel point l'Union européenne et sa Banque centrale ne représentent plus l'intérêt de leurs peuples et de leurs entrepreneurs, mais celui d'un capital financier qui opère « hors sol », à partir de la City, de Wall Street et des paradis fiscaux qu'ils contrôlent.

Mario Draghi a été entre 1991 et 2001 directeur général du ministère chargé du Trésor public en Italie et en même temps, de 1993 à 2001, il a présidé le comité compétent pour les privatisations. Au cours de nombreuses réunions avec des banquiers internationaux et des responsables politiques, dont l'une s'est tenue sur le yacht de la famille royale britannique, Mario Draghi a activement organisé le transfert d'une partie des entreprises italiennes en faveur d'intérêts sous influence anglo-américaine.

Ensuite, entre 2002 et 2005, il a été vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, à Londres. Il prétend alors avoir appartenu au seul secteur privé de la banque et n'avoir rien su de la manière dont celle-ci truquait les comptes de l'Etat grec pour qu'il ait l'apparence de respecter les critères lui permettant de rentrer dans la zone euro. Cependant, M. Draghi, selon les indications fournies par Goldman Sachs elle-même (communiqué de la banque du 28 janvier 2002), était aussi en charge du travail avec les gouvernements et les agences gouvernementales (acteurs publics) et du développement stratégique en Europe avec les principaux dirigeants de la firme. Il a donc su ou aurait du savoir ! Rappelons que plus tard Goldman Sachs a parié contre son propre client en prenant des assurances contre son défaut, sous forme de Credit Default Swaps, et en faisant savoir sa situation difficile. La très forte hausse de ces titres d'assurance qui s'en est ensuivie a permis à Goldman Sachs de réaliser des bénéfices considérables. Vous avez dit « éthique » ? L'affaire de la banque italienne Monte dei Paschi confirme les méthodes de M. Draghi. Nommé

gouverneur de la Banque centrale italienne entre 2006 et 2011, il fermé les yeux sur les turpitudes et les montages de cette « vénérable » institution. Ce n'est que lorsqu'il a quitté sa présidence, à partir de son remplacement par Ignazio Visco le 24 octobre 2011, que les enquêtes n'ont plus été entravées et ont révélé le pot aux roses. Il est apparu en même temps que Mario Monti, lui-même un « ex » de Goldman Sachs, avait fait pression pour que Monte dei Paschi soit renfloué tout en imposant au peuple italien le garrot financier, ce qui a provoqué sa défaite aux élections.

Draghi avait été nommé le 24 juin 2011 à la présidence de la BCE, dont il prit effectivement les fonctions à l'automne de cette année-là, après avoir quitté la Banque centrale italienne. Dès son installation, il s'est avéré favorable au renflouement à tout va des établissements financiers. En décembre 2011 et février 2012, il a procuré en deux fois 1000 milliards d'euros, avec un prêt sur 3 ans à 1%, aux banques européennes en difficulté. Le 6 septembre 2012, il a annoncé un programme illimité de rachat de dette des pays de la zone euro ne parvenant pas à se financer sur les marchés. En fait, comme cela a été caricaturalement le cas avec la Grèce, il s'agit non pas d'aider les Etats à investir dans l'industrie, la recherche ou l'éducation, mais de leur fournir de quoi payer leurs dettes aux banques ! Tout en imposant l'austérité aux producteurs et aux peuples !

Arte résume l'affaire : « *Après s'être enrichie pendant la crise des subprime en pariant sur la faillite de ménages américains, Goldman Sachs a été l'un des instigateurs de la crise de l'euro en maquillant les comptes de la Grèce puis en misant contre la monnaie unique* ». On penserait que des dirigeants responsables se tiendraient éloignés d'une telle institution. Eh bien, deux choses doivent être comprises. La première est que, comme le montre Marc Roche, qui n'est pas pourtant un dangereux contestataire, dans « La banque. Comment Goldman Sachs dirige le monde », des « conseillers » de Goldman Sachs occupent des places officielles ou officieuses auprès des principaux gouvernements de l'espace transatlantique. Il en est ainsi pour de nombreux anciens commissaires européens, tous ex de Goldman Sachs : Mario Monti, Mario Draghi, Romano Prodi, Otmar Issing, Peter Sutherland... Tony Blair gravite autour de ces mêmes cercles. La seconde chose, qu'il faut ajouter, est que Goldman Sachs, certes figure de proue des pirates financiers, n'est pas seule. Tout un réseau de banques, de sociétés d'assurance et d'établissements financiers en général visent à démanteler toute résistance pouvant leur nuire, et en particulier le fonctionnement des institutions des états-nations.

Le Traité de libre échange américano-européen est leur projet, auquel ils veulent intégrer la Suisse. Cela signifierait la transformation de la Confédération en une pure plateforme financière, l'industrie et l'agriculture se trouvant mises au pied du mur. Telle est l'ampleur du danger dont le cas de Mario Draghi doit permettre de mesurer la nature.
